Le 23-04-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

La publication, début décembre 2025, de la « nouvelle doctrine de sécurité nationale » (NSS) des États-Unis marque une rupture brutale par son caractère ouvertement militariste, autoritaire et

idéologiquement réactionnaire. Sous couvert de réalisme stratégique, l'administration Trump assume une logique de domination impériale décomplexée, nourrie de références néofascistes, de déni climatique et de rejet explicite des droits humains et du multilatéralisme. Décryptage pour mieux comprendre la situation actuelle.

Pour comprendre la nouvelle doctrine en matière de politique internationale des États-Unis, il faut la situer dans son contexte.
La publication de ce document (1) survient dans le contexte d'une nouvelle guerre froide dont le début remonte à la fin des années 1990, quand les États-Unis ont lancé l'expansion de l'OTAN vers l'Est, l'extension de son aire d'intervention aux pays de l'ex-Yougoslavie et, quelques années plus tard, de l'Afghanistan.

La politique agressive des États-Unis, depuis plus de 25 ans, s'accentue depuis début 2025, date du retour de Donald Trump à la Maison Blanche.
L'augmentation des dépenses militaires, ininterrompues depuis plus de dix ans, a bondi.
La « mondialisation heureuse » chantée par le forum de Davos et la plupart des partis et gouvernements du monde capitaliste occidental a du plomb dans l'aile.
En effet, l'internationalisation des chaînes de production incluant la Chine et les puissances du G7 (et du G8 avec la Russie jusque 2014-2015), l'augmentation du libre-échange, ne sont plus assez rentables pour les grandes entreprises américaines et donc ne conviennent plus aux dirigeants américains de tous bords.

Les pays membres de l'Union européenne (UE), en particulier l'Allemagne, la France, l'Italie, la Pologne et les Pays Baltes, ont repris le chemin des guerres internationales, voire mondiales, sous la conduite des États-Unis. L'exemple le plus significatif est la guerre par procuration des USA contre la Russie. Washington a délégué la guerre économique et le réarmement aux pays de l'UE, l'Allemagne en tête, pour affronter la Russie. économiquement et, si nécessaire, militairement.
Mais les sanctions contre la Russie ont des effets inverses à ceux escomptés : l'économie russe se porte de mieux en mieux. Quant au soutien à l'Ukraine, malgré une issue très incertaine de la guerre, il sert de prétexte à une pression maximale sur les salaires, sur les conditions de vie des peuples de l'UE et à une augmentation massive des dépenses militaires des pays membres.

De leur côté, les États-Unis, considèrent que leur offensive ne devrait pas porter directement contre la Russie mais contre la Chine. Cette dernière, en effet, représente une concurrence autrement plus puissante économiquement et politiquement que la Russie et est l'un des pays fondateurs des BRICS. Cela est clairement énoncé dans le document de stratégie de sécurité nationale publié début décembre 2025 par Washington.

Le capitalisme à l'échelle mondiale est en crise, incapable de retrouver un rythme de croissance soutenu

Du point de vue capitaliste néolibéral, une croissance non soutenue est un gros problème pour accumuler massivement des profits. Cette crise, particulièrement forte pour les membres du G7, exacerbe les tensions entre le bloc dominé par Washington d'une part et, d'autre part, la Chine qui maintient une croissance soutenue même si celle-ci faiblit.
La préparation et la réalisation de conflits armés fait partie des réponses que les classes dirigeantes (capitalistes) des différents pays utilisent périodiquement pour trouver une réponse aux crises économiques et à la recherche d'expansion ou de maintien de leur influence. On l'a vu à plusieurs reprises au XIX^{e} et au XX^{e} siècles.

Le NSS justifie le recours à la force et aux guerres

« *Nous voulons recruter, former, équiper et déployer l'armée la plus puissante, la plus meurtrière (« létale ») et technologiquement la plus avancée au monde pour protéger nos intérêts, dissuader les guerres et, si nécessaire, les remporter rapidement et de manière décisive, avec le moins de pertes possible pour nos forces.*
Et nous voulons une armée où chaque militaire est fier de son pays et confiant dans sa mission. Nous voulons la dissuasion nucléaire la plus robuste, la plus crédible et la plus moderne au monde, ainsi que des systèmes de défense antimissile de nouvelle génération, y compris le Dôme d'or pour le territoire américain, afin de protéger le peuple américain, les intérêts américains à l'étranger et les alliés des États-Unis. » (NSS 2025 , p. 3).
Le texte indique, à plusieurs endroits, que les États-Unis se donnent le droit de mener des opérations militaires et à recourir à la force, où bon leur semble, pour défendre leurs intérêts. D'ailleurs, dans l'introduction du document, Trump se vantait, un peu trop vite et faussement, du succès de l'intervention militaire en Iran contre des installations nucléaires civiles. Il écrivait : « *nous avons détruit la capacité d'enrichissement nucléaire de l'Iran* ».
En 2025, en violation du droit international, les USA ont eu recours systématiquement à la force que ce soit en mer Caraïbe contre le Venezuela (sous prétexte de lutte contre le trafic de drogue), au Yémen, en Syrie, au Nigeria…Sans oublier leur soutien inconditionnel à l'armée israélienne et au gouvernement néofasciste de Netanyahu dans l'accomplissement du génocide contre le peuple palestinien.
L'année 2026 s'est ouverte avec l'agression militaire de grande envergure des USA contre le Venezuela : enlèvement et séquestration du couple Maduro à New York pour le traduire devant la justice des États-Unis sur la base de fausses accusations et annonce, là aussi trop rapide et fausse, de la prise de contrôle des ressources pétrolières du Venezuela.
Dans la région Indo-Pacifique, les États-Unis menacent d'utiliser la force contre la Chine si Washington considère que ses intérêts sont en jeu. La libre circulation en mer de Chine (ou ailleurs) serait un des prétextes possibles pour justifier une action militaire.

Saigner les vassaux…

Les guerres américaines coûtent cher, très cher. Alors pourquoi ne pas faire supporter une grande partie du poids financier aux soi-disant alliés ? La justification, mensongère une fois de plus, est clairement exposée dans le NSS : Trump écrit que les administrations précédentes : « *ont permis à leurs alliés et partenaires de faire supporter le coût de leur défense au peuple américain* » (NSS 2025, p. 1).
D'où la pression exercée sur les " alliés ", en fait des vassaux, pour les amener à accélérer l'augmentation des dépenses militaires qu'ils avaient déjà entamées depuis une dizaine d'années.
Le NSS affirme que : « *Le président Trump a établi une nouvelle norme mondiale avec l'Engagement de La Haye, qui engage les pays de l'OTAN à consacrer 5 % de leur PIB à la défense, engagement que nos alliés de l'OTAN ont approuvé et qu'ils doivent désormais respecter.* » (NSS 2025, p. 12).
Effectivement, le secrétaire général de l'OTAN (ancien Premier ministre hollandais Rutte) a déclaré lors du sommet de l'Alliance atlantique à La Haye en juin 2025 : « *Papy a raison de se fâcher contre les membres de sa famille quand ils ne se comportent pas bien* »… Plus servile, tu meurs…
Fin juillet 2025, Ursula von der Leyen a elle aussi fait acte de soumission en allant rencontrer Trump sur un terrain de golf en Écosse pour lui promettre que l'UE allait effectivement acheter plus d'énergies fossiles et plus d'armes aux entreprises US et pour accepter l'augmentation des tarifs douaniers.
La ? générosité ? de Washington envers ses alliés est une légende car les USA ne dépensent que

pour eux-mêmes et pour exercer leur domination sur une grande partie de la planète. Selon le Pentagone, les États-Unis disposent de plus de 700 sites militaires dans 80 pays dont plus de 220 bases militaires permanentes avec un nombre important de militaires.
Les bases étasuniennes à l'étranger représentent 80 % des bases étrangères dans le monde. C'est beaucoup plus que tout autre pays. Par exemple, la Russie dispose d'une vingtaine d'installations militaires permanentes à l'étranger, soit dans des pays de l'ex-URSS, soit en Syrie avec un total de 15 à 20 000 soldats. La Chine dispose d'une seule base militaire permanente à l'étranger, à Djibouti, comprenant 400 militaires chinois.
Les États-Unis maintiennent en permanence plus de 250 000 militaires en dehors de leur territoire dont plus de 50 000 au Japon, 35 000 en Allemagne, 22 000 en Corée du Sud, 12 000 en Italie, 10 000 en Grande-Bretagne… Et, avec les rotations de personnel, le nombre de personnes est beaucoup plus important. Bien entendu, les grandes entreprises capitalistes étasuniennes en tirent un très grand profit, en particulier celles du complexe militaro-industriel, qui fournissent le matériel militaire et son entretien.
De surcroît, le coût financier net de la présence étasunienne à l'étranger n'est pas financé uniquement par les USA car de nombreux pays paient une partie de la présence US sur leur territoire. Le Japon finance à 70% la ? présence ?, plutôt l'occupation US de son territoire, l'Allemagne prend en charge entre 20 et 30%, l'Italie 30 et 40%, la Grande-Bretagne paie de 20 à 25%.
Dans tous les cas les dépenses militaires américaines à l'étranger servent directement les intérêts US et ne représentent, sous aucune forme, générosité ou solidarité. N'oublions pas que toutes les interventions américaines dans le monde ont servi à renverser ou à tenter de renverser des régimes progressistes (Cuba, Saint Domingue, Vietnam, Grenade…) ou des gouvernements devenus gênants comme celui de Saddam Hussein en Irak ou des Talibans en Afghanistan. Les interventions militaires des États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont responsables de millions de morts. Elles ont permis aux États-Unis de prendre le contrôle de territoires particulièrement riches en matières premières et notamment en pétrole.

Passons brièvement sur le passage du NSS qui tente de présenter Trump comme un faiseur de paix. Mensonges et propagande sont la règle : « *Le président Trump a consolidé son héritage en tant que président de la paix[…]a mis fin ? la guerre à Gaza avec le retour de tous les otages vivants auprès de leurs familles.* ».
En réalité, le gouvernement néofasciste de Netanyahu a renforcé le régime d'apartheid à l'encontre des Palestiniens avant de passer à la phase du nettoyage ethnique et du génocide.
Et le NSS n'évoque pas les parties du monde où Trump est directement responsable d'agressions : Yémen, Venezuela, Nigéria…

Mondialisation, libre échange, écologie, ? droits humains ? et Dieu…

Trump critique les administrations précédentes et « *les élites de la politique étrangère américaine* » qui « *ont fait des paris extrêmement malavisés et destructeurs sur la mondialisation et le soi-disant ? libre-échange ?, ce qui a érodé la classe moyenne et la base industrielle sur lesquelles repose la prééminence économique et militaire américaine*. » (NSS 2025, p. 1).

Si Trump est protectionniste et agressif en matière de droits de douane, c'est que l'économie des États-Unis a beaucoup perdu en compétitivité et que, sur le marché mondial et intérieur, les industries locales ne sont plus en mesure de répondre à la concurrence des produits chinois et d'autres pays. La Chine dispose d'avantages compétitifs structurels, notamment des avantages décisifs de coûts (salaires chinois inférieurs aux salaires aux États-Unis) et d'échelle. Ces avantages lui permettent de pratiquer des prix inférieurs à ceux des producteurs états-uniens (véhicules

électriques, panneaux solaires, matériel informatique, etc.)

De son côté, la Chine est devenue une fervente avocate du libre-échange, des règles de l'OMC, de la libre concurrence tandis que les États-Unis, suivis par l'UE, la Grande-Bretagne, le Canada, sont devenus de plus en plus protectionnistes et utilisent les tarifs douaniers pour rendre les produits chinois et d'autres concurrents plus coûteux.

Sur le plan écologique, Trump est dans le déni.

NSS 2025 : « *Nous rejetons les idéologies désastreuses du ? changement climatique ? et du ? zéro émission nette ? qui ont tant nui à l'Europe, menacent les États-Unis et subventionnent nos adversaires.* » (NSS 2025, p. 14).
Et, sans prendre de gants, affirme qu'il veut :
« *– Restaurer la domination énergétique américaine (pétrole, gaz, charbon et nucléaire) et relocaliser la production des composants énergétiques clés est une priorité stratégique absolue. Une énergie bon marché et abondante permettra de créer des emplois bien rémunérés aux États-Unis, de réduire les coûts pour les consommateurs et les entreprises américains, d'alimenter la réindustrialisation et de maintenir notre avantage dans les technologies de pointe telles que l'IA.*
L'augmentation de nos exportations nettes d'énergie renforcera également nos relations avec nos alliés tout en limitant l'influence de nos adversaires, protègera notre capacité à défendre nos côtes et, le cas échéant, nous permettra de projeter notre puissance. » (NSS 2025, p. 14).
L'administration Trump va aggraver la crise écologique en augmentant l'extraction et la production d'énergies fossiles.

Avec Trump, plus de faux semblants : le NSS 2025, comme le NSS 2017 (premier mandat de Trump) ne fait aucune référence au respect des droits humains. Dans le NSS 2025, les mots ? droits humains ?, ? protection sociale ?, ? droits sociaux ? n'apparaissent pas une seule fois. Les auteurs ont délibérément évacué ces notions du document stratégique. En réalité elles servaient de prétexte aux gouvernements des États-Unis, démocrates ou républicains, pour mener des actions qui les piétinaient et violaient la charte des Nations unies. En effet, le NSS 2015 de B. Obama utilisait 9 fois ? droits humains ? et dans le NSS 2022 de Joe Biden ? droits humains ? apparaissaient 20 fois…
Dans sa critique de la Chine ou de la Russie, Trump n'utilise plus la rhétorique hypocrite des droits humains. Il se réfère uniquement aux « *droits naturels de ses citoyens, dons de Dieu* » (the God-given natural rights of its citizens) (NSS 2025, p. 3) et, page 9, il est écrit que « *tous les êtres humains possèdent des droits naturels égaux donnés par Dieu* » (all human beings possess God-given equal natural rights)

En ce qui concerne les monarchies dictatoriales du Golfe, plus question de parler de démocratisation. Le NSS 2025, p. 28, énonce clairement que « *cela nécessitera d'abandonner l'expérience malavisée des États-Unis qui consiste à faire pression sur ces nations pour qu'elles abandonnent leurs traditions et leurs formes de gouvernement historiques* ».
Bref, la seule nouveauté de Trump est l'abandon de la rhétorique sur la promotion des droits humains, le respect du droit international et des traités internationaux chère aux Démocrates US.
Et c'est cohérent avec le NSS 2025 qui attaque les institutions de l'ONU. Dès la page 2, le document dénonce les précédentes administrations qui : « *ont lié la politique américaine à un réseau d'institutions internationales, dont certaines sont animées par un anti-américanisme pur et simple et beaucoup par un transnationalisme qui cherche explicitement ? dissoudre la souveraineté des États* ».
Sans qu'elles soient nommées, Trump s'en prend régulièrement à l'ONU, à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à l'UNESCO, à l'UNRWA (Agence de secours et de travaux pour les

réfugiés Palestiniens de l'ONU), à l'OCHA (bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU), au HCR (Haut-Commissariat pour les réfugiés), à l'UNICEF (fonds pour l'enfance), à la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture), au Programme alimentaire mondial (PAM / WFP), au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), à la Cour pénale internationale (CPI), à la Cour de justice de La Haye…
C'est pourquoi les États-Unis se retirent de plusieurs de ces institutions, coupent leur financement ou ne reconnaissent plus leur compétence. Le 7 janvier 2026, Trump a annoncé le retrait des États-Unis de 66 organisations internationales, dont 31 organisations onusiennes (2).
Notons aussi que le NSS 2025 ne fait aucune référence au droit des peuples à l'autodétermination ni au droit des peuples à exercer leur souveraineté sur les ressources naturelles de leurs territoires car ces droits universels présents dans différents traités des Nations unies sont en contradiction directe avec la politique internationale de Trump.

En ce qui concerne l'immigration, le document est clair

« *Nous voulons un contrôle total sur nos frontières, sur notre système d'immigration et sur les réseaux de transport par lesquels les personnes entrent dans notre pays, légalement et illégalement. Nous voulons un monde où la migration n'est pas simplement " ordonnée ", mais un monde où les pays souverains collaborent pour stopper, plutôt que faciliter, les flux migratoires déstabilisateurs, et exercent un contrôle total sur les personnes qu'ils admettent ou non.* » (NSS 2025, p. 3).
« *L'ère des migrations de masse est révolue – qui un pays admet sur son territoire ?– en quel nombre et d'où ? – définira inévitablement son avenir. Tout pays qui se considère souverain a le droit et le devoir de définir son avenir. De tout temps, les nations souveraines ont interdit les migrations incontrôlées et n'ont accordé la citoyenneté qu'à de rares occasions aux étrangers, qui devaient également satisfaire à des critères exigeants. L'expérience de l'Occident au cours des dernières décennies confirme cette sagesse ancestrale. Dans de nombreux pays, les migrations de masse ont mis ? rude épreuve les ressources nationales, accru la violence et la criminalité, affaibli la cohésion sociale, perturbé le marché du travail et compromis la sécurité nationale. L'ère des migrations de masse doit prendre fin.* » (NSS 2025, p. 11).

L'application de ce choix politique est volontairement brutal
En 2025, les autorités étasuniennes, notamment les agents de l'agence fédérale de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), ont procédé à des rafles et à des arrestations massives, violentes, dans les transports en commun, près des écoles, des églises, des hôpitaux, etc. débouchant, selon l'administration Trump, à plus de 2,5 millions de départs (incluant déportations et départs volontaires) et à une augmentation très importante des arrestations et des poursuites pénales pour les délits d'immigration illégale visant à créer un climat de peur, voire de terreur, parmi la population immigrée. Les expulsions atteignent, selon certaines sources, plus de 600 000 personnes (https://cis.org/Arthur/DHS-600000-Deportations-Inauguration-Day). Pour flatter la partie de son électorat qui se sent déconsidérée et créer la peur chez les possibles futurs migrants, Trump utilise des termes racistes et déshumanisants du même registre que ceux utilisés par le gouvernement de Nétanyahou qui pratique l'apartheid l'encontre des Palestiniens.
Mais les déportations pratiquées par l'ICE ne datent pas de Trump : Pendant le mandat de Biden (2021-2024) et selon l'ICE, il y a eu 545 252 déportations officielles. Et, durant les deux mandats de Barack Obama le nombre d'expulsions a été très élevé : 2 749 706 expulsions en 8 ans (2009-2016) soit, une moyenne de 942 par jour (3)

Il faut dire que le NSS 2025 reprend la théorie de la guerre civilisationnelle, la théorie du ? grand remplacement ? qui, aux États-Unis, est la théorie du ? white genocide ?, diffusée sous une autre forme par Steve Bannon, l'un des principaux architectes idéologiques du trumpisme dans sa

dimension nationaliste, autoritaire et d'extrême droite. Steve Bannon parle de « *guerre civilisationnelle* », de «*destruction de l'Occident* », d' «*immigration de masse comme arme politique* » et dénonce les « *élites mondialistes qui trahissent les peuples* ».
Selon la théorie du grand remplacement, les populations européennes seraient progressivement remplacées par des populations non européennes (souvent musulmanes), du fait de l'immigration, des différences de natalité, et des politiques menées (volontairement ou non) par les élites politiques, économiques et médiatiques. Cette théorie parle d'un remplacement culturel, civilisationnel et démographique, qu'elle attribue surtout à l'immigration extra-européenne et à l'islam. Elle présente ce phénomène comme une menace existentielle pour l'identité, la culture et la civilisation européenne. C'est ce que reprend le document de Trump publié par la Maison Blanche le 4 décembre 2025.
Trump affirme que le déclin économique de l'Europe « *est éclipsé par la perspective réelle et plus sombre d'une disparition civilisationnelle. Parmi les grands défis auxquels l'Europe est confrontée, on peut citer les activités de l'Union européenne et d'autres instances transnationales qui portent atteinte à la liberté politique et à la souveraineté, les politiques migratoires qui transforment le continent et engendrent des conflits, […], l'effondrement du taux de natalité, ainsi que la perte des identités nationales et de la confiance en soi.* ». (NSS 2025, p. 25).
Dans cette optique, Trump supprime les politiques dites de DEI (Diversity, Equity, Inclusion, Diversité, Equité, Inclusion - https://www.whitehouse.gov/fact-sheets/2025/03/fact-sheet-president-donald-j-trump-removes-dei-from-the-foreign-service/) et indique que le NSS « *Réinstaure une culture de la compétence, en éradiquant les pratiques dites « DEI » et autres pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles qui dégradent nos institutions* » (NSS 2025, p. 6).
Les pratiques DEI supprimées peuvent inclure des quotas, des politiques préférentielles, des priorités de recrutement ou de promotion accordées à des groupes sous-représentés, des programmes d'inclusion ou des formations sur la diversité, etc. Trump a fait interdire dans le recrutement, la promotion, l'embauche ou le maintien dans des services publics (y compris les armées, le corps diplomatique, etc.), toute prise en compte de race, genre, origine, ou toute forme de préférence fondée sur ces critères.
À propos des forces armées Trump affirme dans le NSS 2025 : « *Nous avons éliminé l'idéologie radicale du genre et la folie du wokisme de nos forces armées et avons commencé ? renforcer notre armée grâce ? un investissement d'un trillion de dollars* ».

Dominer la planète

L'administration Trump affirme sa volonté de domination totale sur l'hémisphère occidental (Amériques de la Patagonie au Sud, au Canada, au Groenland au Nord) où elle mène des opérations militaires agressives en commençant par le Venezuela, riche en pétrole.
Le NSS 2025 affirme en ce qui concerne l'hémisphère occidental : « *Nous empêcherons nos concurrents non hémisphériques de déployer des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou contrôler des actifs stratégiques vitaux, dans notre hémisphère. Ce ? corollaire Trump ? à la doctrine Monroe relève du bon sens et représente une restauration potentielle de la puissance et des priorités américaines, conforme aux intérêts de sécurité américains.* » (NSS 2025, p. 15)
Concernant la Chine, le document marque une nouvelle étape : il ne se contente plus de constater la rivalité mais, désigne explicitement l'erreur historique des élites états-uniennes ayant favorisé l'ascension de la Chine. Celle-ci est présentée comme une menace directe pour l'économie, la cohésion sociale, les chaînes d'approvisionnement, la sécurité nationale et même la stabilité culturelle des États-Unis. Traduction : la conflictualité est élargie aux sphères économiques, technologiques, idéologiques et sociétales par l'augmentation de la présence états-unienne, de sa force militaire et de ses intérêts économiques dans l'Indo-Pacifique, là où les USA sont en confrontation avec la Chine.

Concernant l'Europe, Trump décide d'apporter un soutien appuyé aux partis d'extrême-droite dont certains sont déjà au pouvoir (Italie, par exemple) et exige des gouvernements de l'UE qu'ils se comportent en vassaux dociles de Washington notamment, en augmentant fortement leurs dépenses miliaires, ce qui bénéficie directement à l'industrie d'armement états-unienne. Dans ce sens, on trouve dans le NSS 2025, la phrase suivante à propos de l'Europe : « Nous voulons travailler avec des pays alignés qui souhaitent retrouver leur grandeur passée ». Le choix du terme ? aligné ? devrait se passer de commentaire pour tous les défenseurs des souverainetés nationales…
Concernant le Proche-Orient, Trump prétend que cette région revêt moins d'importance que par le passé et qu'il va respecter les régimes politiques en place dans les monarchies dictatoriales du Golfe. Les promesses n'engagent que ceux qui les croient…
Concernant la Russie, Trump est favorable à un partage d'influence si Moscou ne prend pas d'initiative hors d'un périmètre qui inclut certains des anciens pays membres de l'URSS, dont l'Ukraine. Trump cherche ainsi, sans grandes chances de succès, à convaincre la Russie de prendre ses distances par rapport à la Chine.
Trump consacre très peu de place à l'Afrique. Il considère ce continent uniquement comme un réservoir d'où extraire des matières premières et où il faut protéger les intérêts des États-Unis. Le NSS 2025, p. 29, explique qu'il s'agit « *d'exploiter les abondantes ressources naturelles et le potentiel économique latent de l'Afrique* »

En conclusion

La doctrine de politique internationale rendue publique début décembre 2025 ne constitue pas une simple inflexion conjoncturelle de la politique étrangère des États-Unis, mais l'aboutissement cohérent d'un processus engagé depuis plus d'un quart de siècle dans le cadre de la ? nouvelle guerre froide ?. Ce document marque une radicalisation : il assume sans fard une logique de domination impériale, de recours systématique à la force et de rejet du droit international, des institutions multilatérales et des droits humains universels. Avec Trump, cette orientation prend une forme idéologique par son caractère ouvertement prédateur, violent, réactionnaire, autoritaire et néofascisoïde.
Trump rompt avec les politiques de façade des administrations précédentes qui combinaient l'exercice de la violence impérialiste avec une rhétorique libérale et humanitaire totalement hypocrite. Les droits humains, les droits sociaux, l'autodétermination des peuples et la référence au multilatéralisme disparaissent totalement du discours stratégique officiel. Ils sont remplacés par une vision du monde fondée sur les « droits naturels donnés par Dieu », la souveraineté absolue des États dominants, la hiérarchie des civilisations et la légitimation de la coercition militaire permanente.

Cette doctrine s'inscrit dans un contexte de crise structurelle du capitalisme mondialisé, (le néolibéralisme) marqué par une longue dépression, une concurrence exacerbée entre grandes puissances, grandes entreprises multinationales et l'incapacité des puissances impérialistes du G7 à maintenir leur hégémonie économique. Face au déclin des États-Unis, qui s'accélère, les USA font le choix délibéré de la fuite en avant militariste et d'une politique impérialiste brutale. La Chine est désignée comme l'adversaire principal, non parce qu'elle remettrait en cause le libre-échange mais précisément, parce qu'elle s'y est insérée avec succès, contestant la suprématie économique, technologique et géopolitique états-unienne. La Russie, puissance économique de second rang, sert quant à elle de repoussoir et de justification pour une militarisation accélérée de l'UE sous tutelle de l'OTAN mais n'est plus considérée, temporairement du moins, comme un ennemi.

Le NSS 2025 révèle aussi une convergence profonde entre impérialisme externe et autoritarisme interne des USA. La dénonciation de la mondialisation libérale s'accompagne d'un nationalisme économique agressif non pensé dans sa globalité (donc le contraire du protectionnisme), d'une

offensive contre les migrants, de l'adoption des thèses du ? grand remplacement ? et d'une guerre idéologique contre les politiques sociales.
La domination militaire, la prédation économique, le productivisme fossile et le déni climatique forment un tout cohérent, au service des intérêts du complexe militaro-industriel et de la classe capitaliste états-unienne.
Enfin, loin d'être un " faiseur de paix ", Trump est l'architecte d'un monde instable, violent et inégalitaire, où la force prime sur le droit et où la guerre est un instrument ordinaire de gestion de la crise du capitalisme néolibéral. Rappelons que ce n'est pas une nouveauté et que l'Histoire a déjà mainte fois démontré la nocivité et l'impact de ces politiques sur de nombreux peuples…En ce sens, la nouvelle doctrine de politique internationale des États-Unis menace directement les peuples visés par l'impérialisme américain (Palestine, Amérique latine, Afrique ou Asie) et constitue un danger majeur pour l'ensemble de l'humanité.
Elle renforce le risque de conflits internationaux majeurs, comme en Iran, et d'une conflagration mondiale.

Face à ces politiques de droite dure menées par les États-Unis, avec le soutien de l'UE et de tout l'Occident global, l'enjeu pour les classes dominées, quel que soit leur nation, est plus que jamais de reconstruire des solidarités internationales, de s'opposer à toutes les formes d'impérialisme et de lutter pour un projet radicalement alternatif fondé sur la paix, la souveraineté nationale et populaire, l'égalité des droits, la justice sociale et les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Notes
1 - Document complet : The White House, "National Security Strategy of the United States of America November 2025", publié le 5 décembre 2025, https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Sec…

2 - United Nations Department of Economic and Social Affairs, ECOSOC – Economic Commission for Africa, ECOSOC – Economic Commission for Latin America and the Caribbean, ECOSOC – Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, ECOSOC – Economic and Social Commission for Western Asia, International Law Commission, International Residual Mechanism for Criminal Tribunals, International Trade Centre, Office of the Special Adviser on Africa, Office of the Special Representative of the Secretary-General for Children in Armed Conflict, Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict, Office of the Special Representative of the Secretary-General on Violence Against Children, Peacebuilding Commission, Peacebuilding Fund, Permanent Forum on People of African Descent, UN Alliance of Civilizations, UN Collaborative Programme on Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries, UN Conference on Trade and Development (UNCTAD), UN Democracy Fund, UN Energy, UN Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN Women), UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), UN Human Settlements Programme (UN-Habitat), UN Institute for Training and Research (UNITAR), UN Oceans, UN Population Fund (UNFPA), UN Register of Conventional Arms, UN System Chief Executives Board for Coordination, UN System Staff College, UN Water, UN University (Source: White House)

3 - Résumé détaillé des expulsions réalisées par les différentes administrations au pouvoir à Washington depuis 1993 : https://factchequeado.com/teexplicamos/20250820/obama-deportations-trum…)

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire